

Résolution : La nouvelle montée du mouvement des femmes

jeudi 5 août 2021, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2021).

Sommaire

- [Introduction](#)
- [1. Le contexte](#)
- [2. Quels sont les facteurs \(...\)](#)
- [3. Quelles sont les spécificités](#)
- [4. Quelle est son importance](#)
- [5. Quelle est notre orientation](#)
- [6. Nos tâches internes](#)

« Pour changer les conditions de vie, nous devons apprendre à les voir à travers les yeux des femmes. »

Article de Léon Trotsky, publié le 14 août 1923 dans la Pravda, cité par Pierre Broué, Trotsky, chapitre XXVII.

Publié en anglais : Léon Trotsky, « Against Bureaucracy, Progressive and Unprogressive » (6 août 1923), in Problems of Everyday Life and Other Writings on Culture and Society, Monad Press, New York, 1973, p. 65.

Introduction

Ces dernières années, nous avons vécu une nouvelle montée des mouvements féministes qui, dans un certain nombre de pays, ont pris un caractère massif et, parallèlement, une participation et un leadership accrus des femmes dans de vastes mouvements de protestation de masse et dans des soulèvements populaires. De ce point de vue, compte tenu des différents paradigmes de ces luttes par rapport aux précédentes, de la fin du XIX^e - début du XX^e siècle ou des années 1960 et 1970, et de leur développement en même temps que d'autres processus de mobilisations internationales massives, nous considérons qu'une nouvelle vague du mouvement des femmes est en cours, qui aura un effet durable sur les formes et exigences de la lutte des classes, et notamment avec le nouvel outil de la grève des femmes féministe.

1. Le contexte

En 2020, la pandémie de Covid-19 a créé un contexte totalement nouveau tout en mettant en évidence les caractéristiques essentielles de la situation. Le texte de notre 17^e Congrès mondial en 2018 avait souligné le chaos géopolitique général et les crises qui existent aujourd'hui. La pandémie est une illustration frappante de la mondialisation, par la propagation rapide de la pandémie dans le monde entier et le chaos créé par l'incapacité de tous les gouvernements capitalistes à gérer les crises sanitaire, sociale et économique qui s'ensuivent.

Une tension a été créée entre les urgences économiques et sanitaires afin de désorienter et d'induire en erreur une grande partie de la population sur la gravité et la profondeur de la phase actuelle de cette crise civilisationnelle. Dans une large mesure, l'idée s'est répandue que la pandémie serait la cause de la crise économique, alors qu'en fait le capitalisme en crise cherchait à se réorganiser en se cachant derrière la pandémie. Par conséquent, les mesures éventuelles contre les effets sociaux de la pandémie sont présentées comme des parenthèses qui devraient laisser au plus vite place aux politiques « normales ». Ce qu'on peut voir derrière les confinements totaux et partiels dus à la Covid-19, c'est que la pandémie a surgi dans un capitalisme qui n'avait en rien surmonté les crises combinées (financières, socio-économiques, environnementales, géopolitiques) toujours à l'œuvre après 2007-2008.

Ces crises interdépendantes en cours affectent particulièrement les femmes, cela est renforcé par les effets de la pandémie, qui produisent un retour en arrière généralisé par rapport à ce qu'on appelle souvent la « révolution la plus longue » qui a fait accroître les droits des femmes au cours du siècle passé.

Cette contradiction entre, d'un côté, les aspirations des femmes à une vie qui en vaut la peine et, de l'autre, l'aggravation de la situation actuelle, est à la base de la nouvelle montée des mobilisations des femmes et explique le caractère souvent global des plateformes qui ont émergé ainsi que le développement de la grève féministe des femmes et des expériences dans les territoires et communautés comme méthodes d'action symbolisant un rejet du système dans son ensemble.

1.1 Pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 est le produit de l'intersection des crises écologique et sociale sous-jacentes : la distorsion de la relation de la société humaine avec la nature (déforestation, effondrement de la biodiversité, trafic des animaux sauvages, agriculture industrielle, manipulations génétiques dans la production animale et alimentaire) et l'incapacité des gouvernements capitalistes, dont le seul moteur est le profit, à construire et à maintenir des services de santé et autres services publics efficaces. La pandémie a également été une démonstration brutale de l'inégalité mondiale en matière d'accès aux soins et aux ressources de santé, par exemple 90 % des vaccins disponibles ont été alloués aux pays du Nord.

Les gouvernements ont eu recours à des mesures répressives de confinement et de couvre-feu, souvent mises en œuvre alors que la pandémie se poursuivait de manière incohérente et injustifiable parce que les services de santé avaient été réduits et ne pouvaient pas faire face ; même après la première vague, il n'y a pas eu d'injection de nouvelles ressources pour préparer l'inévitable deuxième (ou troisième) vague. Cette situation a vu également le développement des théories complotistes sur les virus manufacturés et de campagnes anti-vaccins, au point d'être une menace pour la santé publique dans certains pays.

Ce sont les femmes qui supportent le plus gros du coût social de la pandémie. La pandémie a révélé de façon frappante qui sont les "travailleurs essentiels" : ceux qui sont nécessaires à la poursuite de la vie humaine tels que les travailleuses et travailleurs de la santé et des soins, le personnel de nettoyage, les travailleur·es et paysan·es de la distribution et production alimentaire, le personnel enseignant et administratif de l'éducation, les travailleur·es des transports. Les femmes sont également prédominantes dans les secteurs décimés par les effets des confinements et des couvre-feux : l'hôtellerie, le commerce et le secteur informel. Tous ces secteurs sont fortement racialisés et comptent souvent une forte proportion de travailleurs indigènes. Ces développements ont également fortement affecté la communauté LGBTIQ qui est centrée plus que d'autres sur les secteurs essentiels ou précaires.

Lorsque les écoles et les garderies sont fermées, la charge domestique qui pèse sur les femmes est accrue, sans compter le stress et l'anxiété que suscite la nécessité de veiller à ce que les écoliers suivent l'enseignement en ligne, lorsqu'il leur est proposé, disposent des équipements et des conditions nécessaires pour le faire correctement. L'insuffisance des ressources offertes entraîne un taux de décrochage accru. Les responsabilités des femmes en tant que soignantes de membres de la famille malades et âgés ont augmenté.

La restriction des autres soins médicaux, la priorité étant donnée aux patients atteints de Covid-19, touche de nombreuses personnes, celles atteintes de maladies chroniques, les patients atteints de cancer et d'autres qui ont besoin de soins réguliers comme les personnes vivant avec le VIH et les personnes trans qui ont besoin de médicaments réguliers. Les femmes enceintes ont également besoin de soins médicaux réguliers avant, pendant et après la naissance. Elle touche particulièrement les femmes qui ont besoin d'une aide médicale *immédiate* pour interrompre une grossesse non désirée ou non planifiée.

Pour les centaines de millions de femmes en dessous du seuil de pauvreté extrême, le recours désespéré à l'endettement pour survivre s'est encore aggravé. Sur les 250 millions de clients du microcrédit, plus de 80 % sont des femmes très pauvres qui subissent des taux d'intérêt souvent usuraires.

De nombreuses migrantes et migrants, tant internes qu'internationaux, dont des milliers de femmes travaillant notamment comme employées de maison et dans le secteur textile, ont été expulsé·es des lieux où ils travaillaient avant la pandémie. Ils ont migré en premier lieu parce qu'ils ne pouvaient pas trouver d'emploi chez elleux, et la contraction économique provoquée par la pandémie aggrave cette situation, les laissant, souvent dans des communautés rurales, sans aucun moyen de subsistance.

Les confinements constituent également une menace supplémentaire pour les femmes confinées avec des partenaires ou membres de leur famille violents et, dans ces conditions exacerbées, l'incidence de la violence domestique a augmenté de manière mesurable. Dans certains pays, des mesures ont été prises pour permettre aux femmes de signaler ces incidents et de trouver un autre logement, mais elles ont été insuffisantes et de courte durée. De nombreuses personnes LGBTIQ, en particulier les plus jeunes, ont été contraintes de retourner dans leur famille d'origine, ce qui a souvent entraîné des violences et une répression accrue à leur encontre.

Alors que les gouvernements ont tenté de faire face à la pandémie essentiellement par des mesures répressives et autoritaires, au niveau local, et très souvent à l'initiative des femmes, des réseaux de soutien ont été mis en place. Ces réseaux ont pris en charge des tâches telles que faire des courses pour les personnes âgées et vulnérables ou fabriquer des masques, et ont ainsi rompu l'isolement qu'imposaient l'enfermement et le travail à domicile, apportant un soutien émotionnel lorsque les gens craignent que le virus les tue ou tue leurs proches. Les productrices rurales ont soutenu la production alimentaire locale et urbaine.

La crise sanitaire met en évidence la centralité du travail de reproduction sociale des femmes et fait écho aux demandes de revalorisation des professions de soins. Elle met également en évidence le besoin de solidarité internationale et de justice dans l'accès aux soins et aux ressources de santé.

1.2 Néolibéralisme

La mondialisation capitaliste, la financiarisation et l'internationalisation croissante des chaînes de production ont réduit la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques dans l'intérêt collectif des classes dirigeantes. Les pays impérialistes s'efforcent encore d'assurer

des conditions favorables à l'accumulation du capital, mais le capital mondial fonctionne plus indépendamment qu'auparavant. Les crises financières de 1997 et 2007-2008 ont révélé les contradictions inhérentes à la mondialisation capitaliste avec des conséquences majeures : politiques, sociales et structurelles - dont l'explosion de la dette, la revitalisation du crime organisé, et même la résurgence de l'esclavage humain. De grandes banques privées se sont lancées à la conquête de nouveaux marchés et clients en s'adressant via le microcrédit aux centaines de millions de femmes qui n'ont pas de compte bancaire.

Le chômage, le sous-emploi et l'emploi précaire, la réduction massive des services de base (logement, éducation, aide sociale, etc.), ainsi que les crises agricoles, ont eu un impact massif sur la capacité de survie de millions de personnes.

En raison de la croissance des capitaux mondialisés et non réglementés, de la corruption et de l'incompétence des gouvernements et de l'appauvrissement de vastes pans de la population, le crime organisé est devenu un acteur économique et social majeur sur la scène mondiale. Il ne se limite pas à la contrebande et à la vente de drogues, mais s'est étendu à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et de travail, qui constitue sa deuxième source de revenus, ainsi qu'au trafic d'armes, qui attire des milliers de jeunes dans ses rangs et entraîne des niveaux de violence inouïs dans les communautés.

Tout cela a un impact particulier sur les femmes, tant dans le travail salarié que non-salarié. Les femmes sont plus nombreuses à occuper des emplois précaires, des emplois dans le secteur informel ou dans des secteurs où le chômage a grimpé en flèche, et la majorité des victimes de ce trafic sont des femmes. La dégradation des services publics augmente la quantité de travail domestique nécessaire pour reproduire le foyer la reproduction sociale au niveau du foyer - dont une part disproportionnée revient aux femmes.

1.3 La montée de l'extrême droite, le fondamentalisme religieux, l'autoritarisme, l'anti- "idéologie du genre"

La montée de courants fondamentalistes d'extrême droite, autoritaires et religieux, souvent liés, mais pas toujours identiques, a des conséquences spécifiques et néfastes pour les femmes.

Le renouvellement de la droite radicale renforce une poussée réactionnaire qui vise à saper les droits des femmes et des personnes LGBTIQ ; l'avortement et les droits reproductifs en général, le droit de la famille et la chasse aux sorcières contre les personnes LGBTIQ.

Certains mouvements attaquent clairement les femmes et les personnes LGBTIQ, souvent en présentant l'homosexualité et les droits LGBTIQ comme des exportations impérialistes. D'autres, sous prétexte de défendre les femmes et les personnes LGBTIQ, ciblent les migrants et/ou les musulmans, prétendant défendre les droits des femmes en interdisant le port du voile ou du foulard, les accusant de viol ou affirmant que l'islam est contre l'homosexualité. En conséquence, l'extrême droite peut connaître des tensions entre ceux qui veulent faire appel au sexisme et à l'hétérosexisme de leur base et ceux qui instrumentalisent les droits des femmes et des LGBTIQ au service de l'islamophobie et des préjugés anti-immigration. Cependant, en fait, ils se renforcent mutuellement.

Les codes juridiques religieux dépendent fortement de la famille et de la ségrégation des rôles entre les sexes, imposant des relations de pouvoir oppressives sur le corps des femmes, qui mettent en danger la vie des femmes. Les fondamentalistes ciblent souvent la présence des femmes sur les lieux de travail, notamment en cherchant à leur interdire les usines.

D'autres courants d'extrême droite émergent comme fondamentalisme religieux dans toutes les

“grandes” religions (ou fondamentalisme “religieux national” tel que l’extrême droite sioniste). Ils influencent des gouvernements aussi importants que les États-Unis et le Brésil et jouent un rôle central dans certains pays d’Europe de l’Est. Qu’ils soient évangélistes ou catholiques extrémistes, les courants chrétiens font des ravages en Amérique latine et en Afrique avec des politiques profondément réactionnaires à l’égard des femmes – notamment sur la question de l’avortement et du droit des femmes à choisir – et des LGBTIQ avec une idéologie antigendre qui vise à maintenir les rôles traditionnels masculin et féminin et attaquer les droits des LGB et particulièrement des trans. Le monde musulman a une dimension internationale particulière du fondamentalisme religieux, avec des mouvements “transfrontaliers” comme l’État islamique ou les talibans. Les mouvements théofascistes ont recours à la violence sexuelle systématique contre les femmes et les mineurs dans les territoires qu’ils contrôlent, principalement sous forme de viol et d’esclavage sexuel. Ils s’en servent pour recruter des membres et lutter contre d’autres groupes.

Le conservatisme néolibéral qui vise à renforcer la famille patriarcale a considérablement augmenté la violence contre les femmes. Outre l’impunité dont jouissent les auteurs de ces violences, la réduction de l’aide matérielle à celles qui en sont victimes crée un environnement social qui encourage la violence masculine.

1.4 Catastrophe climatique

La catastrophe climatique annoncée pour l’avenir est déjà présente dans de nombreuses régions du globe. Le changement climatique, la crise alimentaire, la crise de l’eau, le racisme environnemental, l’avancée des sociétés transnationales sur les territoires et leurs ressources, l’extractivisme – l’exploitation des ressources naturelles pour le profit – et la “financiarisation de la vie” sont des éléments importants de la réalité du Sud.

Les peuples autochtones, les paysan.ne.s et les jeunes sont à l’avant-garde des luttes environnementales et les femmes jouent un rôle de premier plan en leur sein. Cette situation est le produit de leur oppression spécifique, et non de leur sexe biologique – comme l’ont montré les écoféministes non essentialistes. La société patriarcale impose aux femmes des fonctions sociales directement liées au « soin » et les place à l’avant-garde des défis environnementaux.

Les femmes produisent la plus grande partie de la nourriture de base dans les pays du Sud, elles sont donc directement confrontées aux ravages du changement climatique, de l’extractivisme et de l’agrobusiness. De même, elles assument la plupart des tâches liées à l’éducation des enfants et à l’entretien de la maison et sont donc directement confrontées aux effets sur la santé et l’éducation de la destruction de l’environnement et de l’empoisonnement de leurs communautés. L’auto-organisation des victimes du chaos climatique et leur défense font partie de la lutte climatique, les femmes dans leurs communautés sont au cœur de ces mobilisations.

1.5 Migration massive

Il y a d’importants déplacements de population : 250 millions de migrant·es internationaux, 750 millions de migrant·es internes souvent en raison de changements économiques structurels avec des disparités régionales importantes. Il y a aussi des déplacements permanents dus aux guerres et à la violence du crime organisé, et maintenant au changement climatique. Les deux tiers des migrations internationales se font entre des pays ayant un niveau de développement comparable.

Les femmes migrent, tant au niveau international qu’interne, à la recherche de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leur famille, ou en raison de persécutions politiques, ou à la suite de guerres et de violences locales, ou encore de violences domestiques. Dans un contexte de crise, la migration augmente l’oppression et a des répercussions sur l’exploitation des femmes. Elles

souffrent d'un appauvrissement extrême et de la perte de leurs droits, et sont confrontées à la discrimination sexuelle, au racisme et à l'exploitation. Les femmes souffrent également de "nouvelles" formes de travail pratiquement proches de l'esclavage : séquestration, prostitution et trafic.

Les pays industrialisés ont besoin de main-d'œuvre migrante dans les secteurs formel et informel. Néanmoins, les migrant·es sont souvent la cible de campagnes xénophobes qui les présentent comme des ennemis. Des lois répressives limitant la migration brisent les familles, soit en confiant aux femmes la seule responsabilité de s'occuper de la famille lorsque les membres masculins de la famille migrent, soit au contraire en les obligeant à devenir des travailleuses migrantes pour gagner de l'argent pour leur famille. La chaîne migratoire fait alors peser une charge croissante sur les femmes membres de la famille de ces femmes migrantes pour qu'elles s'occupent des familles restées dans le pays d'origine.

1.6 Crise de la reproduction

Le capitalisme a toujours dû assurer la reproduction de la main-d'œuvre sans laquelle il ne pourrait fonctionner : la reproduction de la main-d'œuvre est partie intégrante du cycle de valorisation du capital.

La forme patriarcale de la famille capitaliste, renforcée par les notions de "salaire du chef de famille", assignant aux femmes au sein de la famille la responsabilité des tâches de reproduction, a permis au capitalisme d'assurer cette reproduction au moindre coût pour lui-même.

Il s'agit d'un processus inégal, non seulement parce que la croissance du capitalisme lui-même a été inégale, si bien qu'aujourd'hui nous voyons des vestiges précapitalistes subsister dans certaines parties du monde, mais aussi parce que, pour des raisons économiques et politiques, différents modèles se sont développés dans différentes situations.

Lorsque le capitalisme a eu besoin de la masse des femmes pour faire partie de la main-d'œuvre salariée, notamment pendant la Deuxième Guerre mondiale puis dans le boom d'après-guerre des pays capitalistes avancés, il a été contraint, de différentes manières selon les rapports de forces et la nature précise de l'économie locale, de fournir certains services par le biais de l'État : éducation, santé, logement, garderies, etc. Ce travail, considéré comme féminin parce qu'il correspond au rôle des femmes au sein de la famille, était et est faiblement rémunéré et exécuté en très grande majorité par des femmes, souvent issues de minorités ethniques et/ou migrantes.

Mais comme le capitalisme est entré dans une profonde crise économique, il a été contraint de s'attaquer à ces mêmes services et droits par l'austérité, tout en cherchant à maintenir les femmes dans le travail salarié, mais en faisant baisser davantage leurs salaires et leurs conditions. Cela a alourdi le fardeau de nombreuses femmes, les obligeant à faire le travail que l'État avait auparavant assumé. Elles ont poussé de nombreuses femmes à quitter le marché du travail ou à occuper des emplois encore plus précaires. Ils ont également créé une demande croissante pour des femmes encore moins bien payées et plus précaires - y compris sans-papiers - pour faire ce travail afin de permettre à d'autres femmes de garder leur place sur le marché du travail.

2. Quels sont les facteurs qui ont provoqué cette montée ?

2.1 Les acquis des vagues précédentes

Les nouvelles générations ont pu profiter - de façon inégale mais combinée au niveau mondial - des acquis obtenus par le mouvement des femmes des vagues précédentes : d'abord au niveau des droits

formels, des lois, de l'accès des femmes à l'éducation et à la santé, ensuite au niveau des droits et des libertés reproductives et sexuelles, des ouvertures dans le monde professionnel, universitaire, culturel, politique et des médias. Dans plusieurs pays, des tendances féministes socialistes (lutte de classe) ont lutté avec succès dans - et avec - le mouvement ouvrier pour améliorer le droit du travail.

2.2 Féminisation du travail

Les femmes travaillent partout plus que les hommes... mais une partie de leur travail est invisibilisée : les femmes continuent de représenter plus des trois quarts du travail de soins non rémunéré dans le monde, tant au Sud qu'au Nord.

Même si l'écart avec les hommes persiste, les femmes accèdent de plus en plus au marché du travail mondial, 4 travailleurs sur 10 dans le monde sont des femmes. Cette augmentation est présente dans toutes les régions même si certaines comme l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale ont un pourcentage plus faible (moins de 30 %) que d'autres régions du Sud global.

Partout les femmes subissent davantage le temps partiel imposé, une tendance qui s'est accentuée avec la pandémie de Covid-19. Ce sous-emploi peut atteindre jusqu'à la moitié de l'emploi féminin total. Au niveau mondial, près de la moitié des travailleuses occupent ce que l'OIT appelle un « emploi vulnérable » notamment dans les entreprises agricoles, dans l'artisanat, le commerce. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, elles sont plus de 70 %.

La mondialisation néolibérale a profondément changé la structure de l'économie et des emplois.

Globalement, l'emploi s'est déplacé en vingt ans de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services qui emploient environ la moitié de la main-d'œuvre.

Un quart de la main-d'œuvre féminine mondiale travaille encore dans l'agriculture, qui reste la première source d'emploi des femmes en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En Amérique latine et aux Caraïbes, la féminisation des campagnes est un phénomène croissant. Comme plus de 60 % des produits qui arrivent dans les villes sont issus de l'agriculture familiale et paysanne, le rôle des femmes est essentiel pour l'économie. Mais les politiques économiques favorisent les secteurs orientés vers l'exportation, masculins pour la plupart, au détriment des cultures vivrières. Comme les femmes constituent la majorité des petit·e·s exploitant·e·s agricoles du monde, leur situation est encore fragilisée.

La présence des femmes dans l'industrie s'est affaiblie depuis 1995. En général, elles sont concentrées dans les secteurs comme le textile et l'habillement. Dans les zones économiques spéciales (zones franches) les industries destinées à l'exportation embauchent une majorité de femmes souvent très jeunes et conjuguent bas salaires et absence de protection sociale, mauvaises conditions de travail et violences sexistes.

De 1995 à 2015, la part de femmes travaillant dans les services est devenue majoritaire dans le monde. Partout les femmes sont cantonnées dans certains secteurs d'activité : commerce dans les pays à revenu intermédiaire, santé et éducation dans les pays à revenu élevé. Globalement, la forte concentration de femmes est associée à une haute fréquence du travail à temps partiel et à la faiblesse relative des rémunérations, surtout dans la vente, le nettoyage et la restauration. Leur surreprésentation dans la santé, l'éducation et le travail social est en lien direct avec les stéréotypes de genre qui dévalorisent les compétences requises dans ces branches.

Mais plus généralement s'y imposent la flexibilité et des conditions spéciales de pénibilité incluant la capacité à assurer une multiplicité de tâches et l'implication émotionnelle, des "qualités typiquement féminines", qui dessinent de nouvelles formes de servilité.

L'écart de salaire entre les femmes et les hommes, en moyenne mondiale, est évalué à 23 %. Près de 40 % des femmes ne bénéficient pas de régimes de protection sociale en raison de leur travail (dans le secteur informel, au noir, occasionnel, au foyer...). Conséquence, 200 millions de femmes ayant atteint l'âge de la retraite ne disposent d'aucune pension. Au total 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes.

Pendant la pandémie, le recours massif au télétravail qui réunit dans le même lieu, le domicile, le travail salarié et le travail domestique encore accru, alourdit la charge physique et mentale qui pèse sur les femmes. Poussées à la démission par l'épuisement dû à la surcharge de travail, licenciées ou empêchées de pratiquer leur activité, de nombreuses femmes se voient privées des moyens de subvenir à leurs besoins de manière autonome.

Nous ne disposons pas encore de suffisamment de statistiques pour évaluer pleinement ce que cela signifie pour la place des femmes sur le marché du travail, mais nous pouvons certainement affirmer que les inégalités existantes se sont aggravées.

La « féminisation » du travail signifie à la fois l'augmentation de la participation numérique des femmes au marché du travail mais aussi le fait que, sous les coups des politiques néolibérales, les conditions caractéristiques de la situation des femmes au travail - précarité, instabilité, vulnérabilité, sous-emploi, absence de droits et de protection sociale, faible syndicalisation... - ont tendance à s'étendre à l'ensemble du prolétariat.

La précarisation de l'emploi ne cesse de progresser, elle concerne près de la moitié de l'emploi total. Tout comme l'économie informelle qui concerne plus de six travailleur·e·s sur dix dans le monde.

Les frontières entre travail rétribué et repos tendent à s'effacer - comme dans le travail de reproduction (il faut être au service des patrons 24h sur 24 - ainsi que celles entre vie personnelle et vie professionnelle. On requiert la mise à l'œuvre de capacités et caractéristiques attribuées aux femmes comme la belle présence, la séduction, le soin aux relations, l'empathie, le multitâches... au service de l'entreprise.

2.3 L'augmentation de la violence sexiste

La violence à l'égard des femmes, socialement construite et naturalisée par l'État, bénéficie de l'impunité. Les morts violentes s'intègrent dans un réseau complexe de discrimination et d'exploitation des femmes, fondées sur leur sexe, mais aussi par classe sociale, appartenance ethnique, situations à risques multiples - marginalité, insécurité, militarisation, migration, etc.

Plus d'un tiers des femmes du monde subiront des violences sexuelles ou physiques dans leur vie. La majorité des femmes tuées par un acte de violence sexiste le sont par un partenaire ou un ex. On assiste à une escalade des crimes sexistes encore aggravée par la crise de 2008 avec la destruction des services publics et de la protection sociale, l'augmentation des responsabilités et des tâches de soins, la réduction des possibilités d'échapper à la violence, tandis que les politiques d'austérité réduisent le financement des centres et des refuges pour les femmes victimes de violence.

L'indépendance économique, psychologique et sexuelle croissante des - jeunes - femmes, les rend objet de « représailles » de la part des membres masculins de leur famille. Les crimes de haine pour « corriger » le comportement des femmes, lesbiennes, personnes trans qui « trahissent » les codes conservateurs sont légitimés par les propagandistes de droite politique et religieuse.

Le féminicide, aujourd'hui reconnu comme l'une des formes extrêmes de violence de genre, est le meurtre et la mort de femmes juste parce qu'elles sont des femmes, résultant des diverses formes de violence : physique, sexuelle, psychologique, familiale, au travail, institutionnelle. Cette forme de violence a été constatée dès les années 1980 et a été documentée à Ciudad Juarez au Mexique à partir de 1993 ; elle a ensuite été tracée dans tout le pays et est maintenant reconnue comme un phénomène mondial et régional en Amérique latine. Le slogan Ni Una Más ! inventé par les femmes mexicaines, devenu 22 ans plus tard le slogan Ni Una Menos des femmes argentines - et repris aujourd'hui dans la région et dans le monde - est la preuve tangible de la persistance et de l'augmentation de cette forme de violence misogyne et machiste, de l'impunité et des violations des droits humains. Dans de nombreux pays, les femmes s'organisent pour rechercher leurs filles disparues et demander justice à l'État dans les affaires de féminicide. En reprenant les noms des victimes, ces campagnes deviennent souvent emblématiques.

Le mouvement #MeToo, qui a explosé aux États-Unis, a eu un impact mondial. Les femmes ont pris la parole pour dénoncer le harcèlement sexuel dans différentes sphères culturelles, professionnelles, sociales et le harcèlement au travail. Elles ont brisé le silence, ce qui a montré les obstacles qu'elles rencontrent en le faisant dans des cadres formels, et cela a également défendu la légitimité de la dénonciation publique.

Une nouvelle génération de jeunes féministes a réagi à la violence sexuelle dans les universités en se confrontant aux autorités universitaires et en exigeant des réponses et des moyens pour faire face à ces agressions sexuelles.

Dans de nombreux pays, les femmes disparaissent pour être utilisées comme esclaves sexuelles et pour le travail forcé par les réseaux internationaux de traite et de crime organisé. Dans de nombreux conflits, le viol est utilisé comme arme de guerre. Il poursuit des motifs divers, de l'humiliation communautaire à l'épuration ethnique, en passant par la terrorisation des populations civiles.

Les conditions de migration des femmes les rendent plus vulnérables aux violences sexuelles, aux disparitions, à la prostitution, à la traite, à l'extorsion, à la séparation d'avec leur famille (beaucoup voyagent avec des enfants), à la détention arbitraire, à la maladie, aux accidents et au féminicide. Comme elles sont souvent responsables des enfants qui voyagent avec elles, elles deviennent une double cible et les difficultés augmentent parce que leur statut de travailleuses sans papiers rend plus difficile l'obtention d'un emploi ou de services pour elles et leurs enfants.

Au cours des deux dernières décennies, sous la pression du mouvement féministe pour exiger que l'État assume ses responsabilités et crée de nouveaux cadres juridiques pour faire face aux violences, beaucoup de pays ont introduit lois et politiques publiques pour lutter contre les inégalités et la violence contre les femmes et les féminicides. Cependant, l'action des gouvernements contredisant leur discours, ces politiques n'ont en fait pas été entièrement financées ou mises en œuvre, et encore moins capables d'éradiquer la violence. Au contraire celle-ci augmente en même temps qu'elle devient visible grâce à l'énergie et la détermination des femmes pour la dénoncer.

Les obstacles auxquels se heurtent les femmes victimes de violence dans l'accès à la justice sont liés à la discrimination sexuelle, aux préjugés d'infériorité des femmes et aux stéréotypes qui soutiennent une culture et une idéologie systémiques. Les militantes, les défenseuses des droits humains, des féministes qui luttent pour la défense des femmes victimes de violence, sont confrontées à l'hostilité et aux menaces, criminalisées et, dans certains cas, contraintes à l'exil.

2.4 Le rôle accru des femmes dans la société et dans les mouvements sociaux

Les femmes ont toujours participé activement aux mouvements de contestation de l'ordre établi. Mais c'est dans ces dernières décennies que les femmes comme sujet politique ont surgi clairement au premier plan des mobilisations de toute sorte.

Citons-en seulement quelques-unes : Maxima Acuña et sa bataille contre les activités minières au Pérou ; Berta Caceres défenseure de l'environnement et des droits humains au Honduras ; Alaa Salaa, dirigeante de la révolte démocratique au Soudan ; Alicia Garza, Patrisse Culors, et Opal Tometi de Black Lives Matter aux États-Unis ; Greta Thunberg dans le mouvement jeune global contre le bouleversement climatique ; Dayamani Barla, au Jharkhand en Inde, à la tête d'une mobilisation de masse contre la plus grande compagnie mondiale de l'acier ArcelorMittal ; le Conseil pastoral des femmes Maasai au Loliondo, qui dirige les luttes pour la terre ; Mujeres Unidas y Activas (MUA), une organisation de base d'immigrées latinos à San Francisco Bay qui a joué un rôle clé dans l'approbation en 2013 de la loi sur les droits des travailleur·es domestiques...

Les femmes mènent les résistances des communautés, comme la marche des femmes qui revendique la protection des terres, de la santé et de l'éducation, appartenant à plus de 100 peuples autochtones au Brésil. Ou le rôle prépondérant des femmes autochtones en Équateur révoltées par les mesures économiques visant à mettre fin aux subventions aux carburants, qui ont un impact sur leur vie quotidienne. Les femmes des Premières nations du Canada et les femmes amérindiennes des États-Unis ont réussi à stopper l'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires .

Les jeunes femmes et les étudiantes du Chili ont pris part à une révolte impressionnante qui a renversé la Constitution de Pinochet et démonté la forfaiture qui présentait le Chili comme le modèle néolibéral à suivre dans la région. La 8M Coordinadora Feminista, notamment par l'organisation d'assemblées et l'élaboration d'un programme féministe, a joué un rôle essentiel dans ce processus.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les femmes qui dirigent les mouvements contre les tyrannies et l'effondrement social sont obligées de mener la bataille idéologique contre le fondamentalisme religieux qui imprègne la société et l'appareil d'État.

Au Brésil et aux États-Unis, les femmes ont été à la tête des contestations contre la gestion désastreuse de la pandémie par leurs gouvernements dirigés par des Présidents, Bolsonaro et Trump, machistes et autoritaires.

Dans deux pays de l'ancien bloc soviétique, les femmes dirigent la lutte des masses populaires contre les régimes autocrates et corrompus. En Pologne, c'est à partir de la mise en cause du droit - déjà fort limité - à l'avortement qu'elles ont mobilisé des millions de personnes, créant l'espace pour une transcroissance démocratique générale des revendications. En Biélorussie, elles sont au premier rang des luttes populaires pour faire respecter le résultat des suffrages et chasser le gouvernement usurpateur.

La nouvelle montée féministe et le rôle accru des femmes dans les mouvements sociaux a permis l'apparition de nouvelles figures politiques féminines. L'élection de Ada Colau ou de notre camarade Teresa Rodrigues dans l'État espagnol, des nouvelles représentantes - non blanches - de la gauche Démocrate aux États-Unis comme Alexandria Ocasio Cortez et Rashida Tlahib, ou Marielle Franco et sa compagne Monica Benicio au Brésil en sont quelques exemples.

Le rôle actif et dirigeant des femmes dans le mouvement social et politique connaît donc une croissance notable, entrant pleinement dans les processus politiques nationaux résistant contre

l'appauvrissement massif des couches populaires à cause des politiques néolibérales.

On voit qu'il s'agit de luttes liées à la question de la défense de la vie, de la reproduction sociale dans le sens écologique, économique, social, culturel et parfois spirituel. Pour les personnes impliquées dans ces luttes, elles vont de pair avec une prise de conscience de l'inégalité de genre et de la violence patriarcale régnant dans leur propre milieu comme dans la société en général.

2.5 Les antécédents internationaux de la nouvelle vague

Au cours de la vague précédente du mouvement des femmes, des efforts ont été faits pour la coordination internationale. À la fin des années 1970, la Campagne internationale pour le droit à l'avortement a été fondée, elle a évolué et est devenue le Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs, toujours actif. Les premières Rencontres féministes en Amérique latine et dans les Caraïbes ont eu lieu en Colombie en 1981, elles sont biennuelles et toujours actives. Cette conférence a décidé de marquer le 25 novembre comme journée de lutte contre les violences faites aux femmes, cette date a été adoptée en 1995 par l'ONU comme la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence est née en 1998 à la suite de la Conférence des Nations unies sur les femmes, à Pékin en 1995, inspirée par la marche des femmes au Québec la même année, mais orientée en direction des femmes populaires et de l'action de rue avec 17 revendications et propositions pour éliminer la pauvreté et la violence contre les femmes. Elle a connu un certain succès pendant la période des Forums sociaux et existe encore dans certains pays.

Ces différentes tentatives de coordination internationale ont coïncidé avec des moments de montée des mouvements sociaux au niveau international et ont souffert du même déclin que ces mouvements. Cependant, malgré les aspects négatifs de l'ONGisation, de telles structures ont permis la poursuite d'une certaine coordination internationale. Il y a eu des rencontres internationales des femmes rurales sur la question de la souveraineté alimentaire (Nyeleni - Mali 2007) et le positionnement féministe croissant de Via Campesina, le principal réseau international paysan qui s'est développé.

En même temps, toutes les révoltes ou révolutions sociales qui ont éclaté au cours des dernières décennies ont vu une forte participation de femmes qui ont développé leur propre cadre d'analyse et d'action au sein de ces mouvements : de la loi des femmes dans le mouvement zapatiste, à la présence des femmes dans les mouvements de la place Tahrir, Occupy, 15M, dans le « printemps arabe », et l'exemple éclatant des femmes combattantes kurdes. Dans tous ces mouvements, il ne s'agit plus de hiérarchiser les luttes, anticoloniales, anticapitalistes, démocratiques, antiracistes et antipatriarcales, mais au contraire commence à se dégager clairement un féminisme intersectionnel qui aborde l'ensemble des oppressions de façon combinée.

2.6 Autres courants du féminisme

Dans plusieurs pays hautement industrialisés qui avaient connu un certain degré d'État-providence pendant le boom de l'après-guerre, le féminisme libéral et réformiste est devenu un sous-produit de la 2^e vague féministe.

Le féminisme réformiste se caractérise par l'intégration de revendications féministes et souvent de militantes dans des partis sociaux-démocrates et d'autres partis réformistes, notamment lorsqu'ils sont au gouvernement local ou national, en adoptant des politiques et finançant des projets inspirés par le mouvement des femmes mais avec peu ou pas d'auto-organisation. Les plans d'austérité

laissent peu d'espace à ce type de féminisme.

Le féminisme libéral se centre sur la féminisation des entreprises, des administrations et de la culture dominante, sans en remettre en cause le caractère de classe et de « race » et au contraire en agissant comme alibi à l'exploitation d'autres couches sociales : migrantes, racisées, pauvres... Ce féminisme bourgeois libéral a servi de frein pendant une certaine période pour que de nouvelles générations et d'autres couches de femmes non privilégiées s'identifient au féminisme.

Dans le Sud global se développait le phénomène de l'ONGisation c'est-à-dire le conditionnement et la neutralisation progressive des mouvements de femmes à l'intérieur des ONG et dans le cadre des rendez-vous de l'ONU, financés et professionnalisés par celles-ci au détriment de leur radicalité et de l'autogestion.

Vu l'aggravation des conditions de vie et la précarisation, suite à la crise de 2008, contrairement à ces illusions gradualistes, les mouvements nés dans les années 2010 se sont développés en nette opposition à ces approches.

La renaissance d'un courant du féminisme basé sur le déterminisme biologique, et surtout visible dans les campagnes réactionnaires visant à restreindre les droits des femmes transgenres dans les espaces publics, est un autre obstacle problématique.

3. Quelles sont les spécificités de ce mouvement ?

Le cycle actuel de mobilisations a ses propres caractéristiques, dérivées du contexte dans lequel il se déroule. D'une part, nous trouvons des questions spécifiques à la période historique (la crise de la gauche, des sujets politiques, l'individualisme néolibéral qui se glisse dans toutes les sphères, la méfiance envers le politique, la perte et le renouvellement de l'intérêt pour la stratégie, etc.) et, d'autre part, nous nous retrouvons avec nos propres formes de lutte, avec une nouvelle grammaire du mouvement féministe. Le mouvement féministe est un mouvement créatif qui est capable de mettre sur la table de nouveaux débats et de nouveaux outils pour changer le monde.

3.1 Extension géographique croissante, contenu élargi

Les mobilisations ont parcouru toute la planète, acquérant une plus grande pertinence en Amérique latine et à la périphérie de l'Europe. L'Argentine, le Brésil, l'Espagne et récemment le Mexique sont à la tête de ces mobilisations qui se sont étendues à d'autres pays. Les énormes manifestations pour le droit à l'avortement en Pologne en 2020 - qui ont recommencé en 2021 - contre la quasi totale criminalisation du droit des femmes à choisir, font également partie du même développement. La victoire historique des femmes argentines dans la légalisation de l'avortement à la fin de l'année 2020 a été célébrée dans le monde entier. La lutte pour le droit à son propre corps, pour le droit de décider et la dépénalisation de l'avortement ainsi que la lutte contre la violence machiste (et en particulier contre le féminicide et la violence sexuelle) ont été les principaux axes de mobilisation.

La grève féministe est devenue un axe central d'articulation du mouvement féministe au niveau international, s'étendant à toute la planète, mais le plus important est de comprendre comment cette grève féministe rejoint un moment où les femmes sont en première ligne, comme avant-garde, des résistances aux politiques néolibérales, et de comprendre que ces résistances ont leur forme propre dans chaque territoire. Aux États-Unis, elle s'était articulée autour du rejet de Trump. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, le rôle que jouent les femmes dans les mobilisations sociales et politiques est indéniable.

La lutte contre la violence machiste a également réussi à articuler le mouvement au niveau

international, en se reconnaissant mutuellement, de l'Amérique latine à l'Inde, l'Afrique et l'Europe. Des initiatives telles que #Metoo se distinguent par leur dimension médiatique, mais cette reconnaissance mutuelle et l'accent mis sur la violence sexuelle vont au-delà de ces initiatives, dans un travail continu pour rendre visible, dénoncer et s'organiser face à une telle violence.

Il est également important de mieux faire connaître au niveau international les autres formes de résistance qui n'utilisent pas la grève : soulèvements, occupations pacifiques et luttes culturelles.

3.2 Nouvelles générations et nouveaux secteurs

L'irruption des jeunes femmes dans les mobilisations s'accroît, et ces nouvelles générations apportent aussi une nouvelle façon de comprendre le féminisme et le travail politique, à partir de leur propre expérience personnelle de la violence quotidienne machiste. Dans bien des cas, cette irruption s'accompagne d'une remise en question de l'hégémonie du féminisme institutionnel, les mobilisations naissant d'une crise des réponses apportées par ce féminisme aux problèmes et besoins des femmes.

Cela n'est pas nouveau dans le mouvement féministe, où ce qui est personnel a toujours été politique, mais cela a à voir avec la manière dont les jeunes générations s'identifient à la politique et se construisent comme sujets, dont elles réaffirment leur identité personnelle et collective, ce qu'elles exigent des espaces d'auto-organisation du mouvement, construisent des espaces de mutualisme féministe, etc. Tout cela exprime la nécessité d'un sujet féministe qui réponde aux défis actuels, qui intègre ces exigences, qui se questionne, qui se réinvente. Elle implique également la nécessité de forger une expression politique collective de la nouvelle rébellion des femmes, ce qui implique que le mouvement a besoin de structures et d'espaces pour que les femmes puissent débattre démocratiquement de la manière de le construire, de la manière de mettre en œuvre efficacement le changement et d'attirer un nombre croissant de femmes. Lorsque ces espaces n'existent pas, ou sont limités au monde universitaire, par exemple, les possibilités de créer une pensée véritablement stratégique sont limitées.

3.3 Nouvelles préoccupations

Cette attention à ce qui est considéré comme « personnel » découle de préoccupations renouvelées et renforcées telles que le besoin d'espaces de soutien mutuel au sein des organisations féministes, les modalités de prise de décision et la manière de débattre, la construction d'espaces inclusifs et participatifs... et aussi dans ce qui concerne chacune d'entre nous : la pertinence des aspects affectifs et sexuels, des identités de genre, de l'expression de notre manière de vivre notre identité, de la nécessité de valoriser notre vie quotidienne, de repenser la manière dont nous sommes en relation les un·es avec les autres. Il s'agit en fin de compte de mettre notre vie au centre, de l'importance des affects, des soins. Débats sur la maternité, sur tout ce qui touche à notre corps et à notre sexualité, sur la façon dont nous utilisons notre temps, etc. Ces réflexions peuvent conduire à une polarisation sur l'expérience et la réaction individuelles plutôt que sur l'identification et l'action collectives, mais, à d'autres occasions elles contribuent à mettre au premier plan des questions qui ont été présentes jusqu'alors, mais sans trop de place, dans le féminisme et généralement absentes des autres mouvements sociaux et politiques.

De nouveaux sujets ont fait irruption sur la scène sociale et politique, suscitant la détermination d'inclure et de donner de la visibilité à ces sujets jusqu'alors invisibles, en prenant en compte les questions de racisme, d'identité raciale/ethnique, de sexualité et d'identité de genre ainsi que d'autres questions telles que le handicap, la maladie mentale, les personnes âgées, le rapport entre la campagne et la ville, etc.

Le rôle des femmes, en particulier des jeunes femmes, au sein du mouvement Black Lives Matter a été très remarqué, de même que les mobilisations spécifiques comme Black Trans Lives Matter.

Le mouvement d'entraide, en grande majorité dirigé par des femmes, fonctionne en grande partie sur la base des principes d'auto-soins pour les soins mutuels que les féministes, principalement les nouvelles générations de féministes, les paysannes, les indigènes et les autres personnes qui s'organisent sur leur territoire ont valorisés précédemment. Elles promeuvent également des principes conscients de lutte contre la discrimination et la résistance collective. Dans le contexte de la remise en question de l'institutionnalisation de certains secteurs du mouvement, le slogan « La solidarité, pas la charité » est essentiel.

Des syndicats plus récents ou plus radicaux ont intensifié leur organisation dans les secteurs « essentiels » dont la dévaluation a été soulignée pendant la pandémie, et ont procédé à de nombreux recrutements et mis en place de nouvelles structures. Certaines victoires, petites mais symboliques, ont été remportées dans le contexte où la classe dominante a réussi à faire payer le prix de la pandémie à la classe ouvrière, en particulier à ses membres racisés et féminins. Cette organisation remet également en cause le fait que les partis traditionnels sont heureux de donner aux travailleur·es de ces secteurs féminisés et racisés des gestes de soutien vides de sens, mais ne revendiquent absolument pas qu'ils et elles reçoivent le soutien matériel que mérite leur contribution au bien-être collectif, que ce soit en termes de salaire ou de conditions de travail.

3.4 Nouvelles méthodes de lutte - La grève féministe et les expériences des lieux des femmes

La grève féministe apparaît comme la nouvelle méthode de lutte de ce cycle de mobilisations dans plusieurs pays, non seulement pour son pouvoir articulatoire mais fondamentalement parce qu'elle implique de questionner et d'élargir la grève comme outil de lutte. La grève féministe vient rompre avec la division entre le productif et le reproductif, en soulignant les liens entre les deux, et surtout en mettant l'accent sur le reproductif comme stratégie pour mettre la vie au centre.

La grève classique n'a jamais été exempte de l'aspect reproductif : pour maintenir une grève il faut des provisions, dans une grève générale insurrectionnelle il faut articuler des mécanismes d'approvisionnement, de reproduction de la vie, d'organisation de la vie autrement. De longues luttes, qui voient l'auto-organisation des femmes de ces communautés pour soutenir la grève, comme la grève des mineurs britanniques de 1984-1985, révèlent en partie nombre de ces problèmes. En fait, ce potentiel de la grève pour construire un pouvoir alternatif, pour constituer une société parallèle avec des formes d'organisation des travailleur·e-s dans chacune des sphères de la vie, a besoin de cette dimension de reproduction. Cependant, elle n'a jamais été reconnue.

La grève féministe vient repenser la grève comme un outil incorporant non seulement ce qui jusqu'à présent était invisible mais aussi en mettant en avant ce qui a été élaboré par le mouvement féministe.

L'initiative de la Grève internationale des femmes en 2017 a donné lieu à une nouvelle proposition d'articulation internationale, qui s'est concrétisée par la grève massive de 6 millions de personnes en 2018 dans l'État espagnol, les grèves en Italie, en Belgique et en Suisse organisées par le mouvement des femmes avec les syndicats, suite aux grèves de 2016 en Argentine contre la violence sexiste et en Pologne sur le droit à l'avortement. Les femmes ne sont pas partout organisées autour de la proposition de grève en tant que telle. Il existe des expressions organisationnelles très diverses, par exemple dans certains pays avec une forte tradition de revendications et de luttes des communautés et nationalités autochtones.

Ce que nous appelons “les expériences de territoire” est une façon de mettre en évidence la façon dont les femmes s’organisent dans leurs territoires urbains et ruraux, construisant des luttes communes importantes pour construire la résistance contre les atteintes aux droits. Ceci crée également les conditions matérielles pour rester en vie, survivre à la pandémie, puisque certains gouvernements ne se préoccupent pas de la population la plus pauvre. Il existe différentes expériences dans plusieurs endroits où les femmes sont des leaders et des protagonistes, principalement dans le Sud global, mais aussi dans les périphéries des villes des pays centraux du capitalisme. C’est ici que le pouvoir populaire émerge par le travail communautaire, l’auto-organisation et la solidarité, des collectifs de travailleurs précaires et sans emploi, des femmes et des jeunes des périphéries, de l’agriculture paysanne et écologique, des écoles publiques, des enseignants en lutte.

Les expériences vécues, ressenties, réfléchies et transformées se retrouvent dans les plus de 500 ans de résistance à l’invasion coloniale qui viole les territoires de la planète et les corps dominés, dans la sagesse et les cultures ancestrales, dans les mémoires des sujets collectifs en lutte. Elles ont une place importante pour surmonter les situations extrêmes. Elles sont toutes pertinentes pour construire une autre société : construire sur la base de notre histoire, identifiant les expériences qui comptent et transformant les vies des femmes enracinées dans les lieux où elles vivent et organisent leur résistance. Cette expérience montre l’importance du territoire dans ce féminisme populaire qui se développe dans le monde et son rôle aujourd’hui.

3.5 Nouvelles compréhensions théoriques

Les contributions de l’écoféminisme anticapitaliste et de l’économie féministe théorisent comment le capital se heurte à la vie et comment le féminisme, en réorganisant les temps et le travail, est capable de rompre avec cette logique et de questionner le système (ou l’ensemble des systèmes d’oppression), en proposant une autre façon de se relier à la nature, de définir et de satisfaire nos besoins essentiels. Cela rejette le postulat posé par l’écoféminisme « essentialiste » selon lequel les femmes ont une relation spéciale avec la nature parce qu’elles donnent naissance. La manière dont le capitalisme a historiquement répondu à son besoin d’assurer la reproduction de la main-d’œuvre, l’affectation des femmes à ce travail reproductif, rend les femmes plus conscientes des besoins de la vie et des limites et bases matérielles, leur territoire inclus.

La théorie de la reproduction sociale se déploie sur le besoin du capitalisme en travail reproductif. Elle s’est développée à partir des travaux des féministes marxistes sur le lien entre le travail non rémunéré au foyer, nécessaire à la reproduction du système capitaliste et de la société, effectué en grande majorité par les femmes, et la position des femmes sur le marché du travail lui-même concentré dans des secteurs qui reflètent le rôle des femmes dans la famille.

L’intersectionnalité - en tant que compréhension du fait que l’expérience d’oppressions multiples n’est pas une simple addition - a également renforcé notre analyse marxiste.

Les débats autour des Green New Deals et de la nécessité de créer beaucoup plus d’emplois bien rémunérés dans l’ensemble du secteur des soins ont été beaucoup plus largement diffusés dans les milieux militants.

Le travail, les temps, le corps et la terre/nature deviennent donc les éléments centraux des théories en cours d’élaboration qui partent de ce qui a été appris en étant en première ligne face aux attaques néolibérales (précarisation de la vie, privatisations, dégradation de l’environnement...) et d’un effort théorique pour étendre la critique du capitalisme à l’accumulation du capital et à la dimension reproductive.

4. Quelle est son importance stratégique ?

Ces dernières années, le rôle du mouvement international des femmes a considérablement changé. À l'heure actuelle, il ne peut plus être compris uniquement comme une question sectorielle (demandes et propositions qui touchent une partie spécifique de la population), mais il y a une tentative d'exprimer une certaine totalité. En tant que féministes et marxistes, nous devons analyser ce changement, lui donner l'importance qu'il mérite et réajuster notre compréhension stratégique du mouvement féministe.

4.1 Leadership de la résistance des classes dominées dans leur ensemble

Les conséquences immédiates du processus de la sortie capitaliste de la crise de 2007-2008 sont au nombre de deux : la généralisation et l'aggravation des conditions de précarité de la vie, qui touchent de plus en plus de personnes et dans des situations plus graves, réduisent la marge entre précarité et exclusion ; et l'apparition d'une crise de reproduction sociale dans les pays du Nord global, similaire à celle qui existait déjà dans les pays du Sud, liée au phénomène de « périphérisation du centre ». Ce sont les femmes qui ont enduré la crise et tissé les filets de sécurité de dernier recours, souvent au prix de leur propre épuisement et de la limitation à vie de leurs possibilités de devenir des êtres pleins et autonomes. C'est sur ces marges, dans les espaces liés à la reproduction sociale et à la pérennité de plus en plus précaire de la vie, que se déroulent actuellement les principales batailles et qu'un nouveau cycle de luttes s'organise.

On parle donc non seulement d'une montée du mouvement féministe, mais aussi d'un phénomène de « féminisation de la contestation ». D'une manière générale, et cela est encore plus vrai depuis le début de la pandémie, il y a cinq domaines dans lesquels les femmes mènent les luttes et les résistances : les luttes pour les services publics (et, en Europe, contre le démantèlement des États-providence) ; les luttes pour un logement décent ; les luttes pour la souveraineté alimentaire et le droit à la terre et à l'eau (qui se sont croisées ces derniers mois avec les nouveaux mouvements pour la justice climatique et contre l'extractivisme) ; les luttes pour l'amélioration des conditions de travail et l'obtention de droits dans ce qui était jusqu'à présent les « marges du marché du travail » mais qui, dans la phase actuelle de crise capitaliste, s'étendent et se normalisent constituant de plus en plus la norme (secteurs précaires, au noir éventuellement, géographiquement déplacés, etc.), ainsi que dans les emplois reproductifs ; et les résistances aux nouveaux néolibéralismes, les luttes contre les dettes illégitimes notamment les microcrédits abusifs qui mobilisent les femmes les plus pauvres. La pandémie a cependant mis des obstacles particuliers à la capacité des femmes rurales du Sud à s'organiser.

Les conséquences de la conjonction entre cette « féminisation de la contestation » et la consolidation du mouvement féministe comme vecteur mobilisateur fondamental dans de nombreux pays, capable d'éclater dans des moments de fort reflux et de dissolution de liens sociaux, porteur d'intuitions profondément anticapitalistes, sont multiples. L'une des principales est que la dynamique de mobilisation permanente et de réseautage a fait du féminisme une école de formation militante pour de nombreuses femmes, qui se politisent rapidement et peuvent intervenir dans d'autres domaines, générant des références féminines et des femmes fortes qui exercent divers modèles de leadership. D'autre part, il convient de souligner l'articulation de revendications et de luttes concrètes qui ne sont pas strictement féministes mais beaucoup plus globales : contre les frontières comme lieux de massacres systématiques, contre la destruction de terres par l'agriculture industrielle, notamment l'élevage, et les multinationales extractivistes, pour la défense des libertés civiles contre les gouvernements d'extrême droite ou autoritaires, pour la réponse et la résistance aux politiques d'ajustement structurel, etc. Le programme de la grève internationale des femmes dans les différents pays en donne une bonne idée.

4.2 Cela nous amène-t-il à reconsidérer notre compréhension stratégique du rôle du mouvement des femmes ?

Nous sommes d'accord avec l'intuition, de plus en plus répandue au sein du mouvement des femmes, que les perspectives féministes sont un point de vue privilégié pour analyser les conditions de l'exploitation contemporaine. Elles constituent aussi un point de vue privilégié pour expérimenter de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Ce qui est certain, c'est que tout ce qui a été analysé jusqu'à présent a des conséquences stratégiques importantes. Ainsi, nous soutenons que les grèves féministes et les grèves des femmes peuvent être considérées comme une expérience centrale pour penser l'organisation, non seulement des femmes, mais de la majorité de la classe ouvrière. D'autre part, la manière dont s'articulent les mobilisations féministes pour le droit à l'avortement ou contre le féminicide et la violence machiste ouvre tout un champ de confrontation directe avec l'État de classe et ses institutions : justice, armée, autorités religieuses, etc.

Ce processus de démocratisation de l'outil de la grève est susceptible d'avoir des conséquences à long terme, rompant avec le monopole des bureaucraties syndicales sur la légitimité de l'appel à la grève. Les journées du 8 mars en 2018, 2019 et 2020 ont permis à beaucoup de travailleuses d'organiser une grève, dans de nombreux cas pour la première fois de leur vie. La confiance en soi, l'autonomisation, l'expérience accumulée et les réseaux établis par des milliers de femmes peuvent signifier un saut qualitatif pour toute la classe qui ne pourra être évalué qu'avec le temps. L'autre élément de démocratisation est l'organisation de la grève dans les secteurs trop souvent oubliés par le syndicalisme traditionnel, tels que les soins ou la consommation, qui avaient pourtant de l'importance dans le mouvement ouvrier du début du siècle : les grèves contre le coût élevé de la vie ou des loyers en sont un bon exemple. En ce sens, la démocratisation de la grève nous permet de faire l'expérience de cet outil en marge du marché du travail que nous avons évoqué précédemment ; cela renforce l'idée que ces activités sont aussi et surtout du travail.

L'utilisation de l'outil de grève, la centralité des luttes pour la reproduction sociale, l'aspiration à comprendre les processus de production et de reproduction comme un tout intégré, et son fonctionnement comme vecteur de politisation et de radicalisation des masses, font de ce nouveau mouvement féministe un processus de développement de la conscience de classe. À l'échelle mondiale, le mouvement féministe redéfinit les antagonismes et devient une lutte de classe féministe. Le potentiel des femmes à remplir ce rôle dans le moment historique actuel ne dépend pas d'une identité essentielle, mais du rôle des femmes dans le processus de reproduction sociale, qui fait coïncider les intérêts des femmes avec ceux de l'humanité dès qu'elles expriment des droits pour toutes les femmes et pas seulement pour une couche privilégiée.

Cela ne veut pas dire que jusqu'à présent le féminisme n'a pas été lié à la lutte des classes, ni que le marxisme et le féminisme sont devenus une seule chose, annulant l'autonomie de ce dernier. Mais, dans le contexte actuel de crise capitaliste, les formes historiquement concrètes de reproduction du capital détruisent la durabilité sociale de la vie dans de plus en plus de régions du monde et sont incompatibles avec les revendications féministes fondamentales, faisant que toute conscience féministe finit par se confronter aux piliers de l'accumulation capitaliste.

Un des défis stratégiques du présent est de réfléchir à la façon dont le féminisme permet la redécouverte de slogans tels que le partage des emplois - cette fois-ci au pluriel -, la réduction drastique du temps de travail liée à la socialisation du travail reproductif, repenser quels emplois sont socialement nécessaires, mais aussi quelles activités économiques devraient cesser parce qu'elles sont destructrices pour les personnes ou la planète. Face à l'irrationalité capitaliste et au gaspillage de ressources et d'énergie humaine qu'elle génère, il faut parier sur une réorganisation des travaux dans un sens écosocialiste et féministe. C'est une tâche fondamentale dans la phase où nous sommes. Les processus d'accumulation et la crise de la gouvernance néolibérale ont ouvert un

nouveau cycle virulent et souvent violent qui cherche à redéfinir les mécanismes d'exploitation, de domination et d'oppression. Contester cette redéfinition sera un élément clé de son résultat.

5. Quelle est notre orientation et quelles sont nos tâches au sein du mouvement ?

Nous défendons la construction d'un vaste mouvement inclusif de masse et nous luttons pour préserver l'unité la plus large possible, mais cela ne signifie pas pour autant que nous ne luttons pas pour une orientation politique du mouvement.

5.1 Des revendications qui répondent aux besoins des plus opprimé·es/exploité·es tout en construisant l'unité entre la plus large résistance des femmes contre la droite, le féminisme pour les 99 % (grèves des femmes, etc.) et les révolutionnaires.

Si les revendications fondamentales des droits des femmes sont dans l'intérêt de toutes les femmes, faire en sorte qu'elles deviennent une réalité pour toutes les femmes signifie que nous devons prêter attention aux demandes de financement et de moyens nécessaires pour qu'elles deviennent une réalité même pour les femmes et LGBTIQ les plus défavorisées et marginalisées. Ainsi, alors que nous luttons, par exemple, pour obtenir des avancées juridiques concernant le droit à l'avortement, contre la stérilisation forcée, en particulier des femmes noires, indigènes et handicapées, ou pour que justice soit rendue aux femmes victimes de violence, nous devons également lutter pour obtenir des moyens pour les services de santé, juridiques et de conseil qui aident les femmes et LGBTIQ à y accéder. Nous devons également lutter pour le droit d'accéder à ces services, sans discrimination à l'égard des femmes pour des raisons de statut juridique, de ressources, d'origine ethnique ou migrante, de sexualité ou d'identité sexuelle. Nous devons lutter aux côtés des femmes victimes du microcrédit abusif et de toutes les formes d'usure.

Nous luttons donc pour que les revendications des groupes les plus marginalisés soient défendues par le mouvement dans son ensemble, ainsi que contre les comportements discriminatoires au sein même du mouvement. Nous soutenons l'auto-organisation des femmes particulièrement discriminées comme condition d'un mouvement unitaire et universaliste concret.

Dans le même temps, nous luttons pour démontrer dans la pratique que le système actuel est incapable de satisfaire réellement les demandes des femmes, de sorte que l'organisation des femmes est un processus continu de politisation et de radicalisation.

5.2 L'action de masse auto-organisée

Ce processus de politisation et de radicalisation est également renforcé par l'expérience de l'auto-organisation à la base, que ce soit dans les quartiers, les zones rurales, les lieux de travail ou les lieux d'étude. Nous mettons donc l'accent sur l'action collective, organisée par les acteur·es concerné·es.

Lorsque des campagnes sont lancées par de petits groupes ou collectifs de femmes féministes, nous luttons pour les orienter vers la masse des femmes dans les quartiers, les lieux de travail, etc. en popularisant les revendications par des moyens appropriés (dépliants, théâtre de rue, flash mobs, discussions ouvertes, pétitions, réseaux sociaux) et en proposant des actions (occupations, manifestations, etc.) qui sont ouvertes à toutes les femmes et favorisent la participation de celles-ci.

Nous ne soutenons ni n'organisons d'actions violentes d'avant-garde qui tendent à exclure et à éloigner la plupart des femmes et à les empêcher de participer au mouvement de masse, bien que nous ne soutenions pas non plus leur répression par l'État. Lorsque le contact avec les institutions

est nécessaire, nous luttons pour que les représentantes soient choisies démocratiquement et pour qu'elles soient tenues de rendre compte aux femmes concernées dans le cadre d'un forum démocratique.

La proposition de grève des femmes /féministe permet une telle orientation de l'action de masse pour s'adresser à toutes les femmes, sur les lieux de travail, dans le secteur informel, à la maison, en abordant tous les aspects de la vie des femmes dans le travail tant productif que reproductif. Nous appelons les hommes à soutenir la grève des femmes, en assumant - au moins pour le 8 mars - le travail invisible de soins afin que leurs partenaires, amies et collègues ne soient pas limitées dans leur participation à toutes les actions prévues durant cette journée. Sur les lieux de travail, cela signifie participer à la grève pour le faire. En tant que marxistes révolutionnaires, nous expliquons aussi, et nous espérons montrer dans la pratique, le poids de l'action collective sur les lieux de travail dans la lutte pour construire un rapport de forces favorable.

5.3 Importance de la coordination internationale

Dans un monde où nos opposants - le système capitaliste, les forces autoritaires, d'extrême droite et fondamentalistes montantes, les destructeurs multinationaux du climat - sont organisés au niveau international, le mouvement des femmes doit lui aussi construire et renforcer ses liens internationaux.

L'absence de structures formelles, bien que cela puisse être une force d'un mouvement radical, rend la coordination internationale - qui exige de l'argent et des ressources - difficile, donc la construction d'une véritable coordination internationale entre les mouvements radicaux et auto-organisés qui se développent aujourd'hui reste une tâche à accomplir. En tant que courant international, nous devrions être à l'avant-garde de la construction de liens et de la promotion de toutes les possibilités de coordination internationale.

5.4. Articulation avec d'autres mouvements sociaux

Nous ne devons pas tomber dans le piège de faire un catalogue de mouvements comme si le mouvement des femmes était séparé et déconnecté du mouvement ouvrier, du mouvement climatique, du mouvement pacifiste, des processus révolutionnaires en cours en Algérie et au Soudan, des mouvements contre le racisme, etc. Les femmes sont à l'avant-garde de ces mouvements et soulèvent en leur sein la question de la place des femmes - par exemple en s'attaquant à la violence sexuelle dont elles sont victimes.

Il est nécessaire, dans le mouvement des femmes comme dans tous les autres mouvements, de tisser des liens entre toutes celles et ceux qui partagent la même aspiration : changer la société pour qu'elle soit organisée dans l'intérêt du plus grand nombre et non d'une minorité. Cela signifie qu'il faut montrer comment le changement climatique, les politiques racistes et anti-migrant·e-s, les guerres impérialistes, les politiques d'austérité, le déni des droits démocratiques et des droits des travailleur·e-s, comment la discrimination et la violence contre les personnes LGBTIQ affectent les femmes en particulier et de manière particulièrement grave, et chercher à impliquer le mouvement des femmes, ou des secteurs de celui-ci, dans leurs actions.

C'est aussi lutter dans d'autres mouvements, et en particulier dans le mouvement ouvrier organisé, et d'une manière différente dans le mouvement LGBTIQ, pour montrer que les revendications spécifiques des femmes sont aussi des revendications de ces mouvements. Nous soutenons l'organisation autonome des femmes (sous diverses formes) au sein des luttes et organisations sociales, syndicales et politiques d'ensemble en tant que condition de luttes mixtes égalitaires.

6. Nos tâches internes

L'intervention féministe n'est pas simplement un secteur en soi, mais quelque chose qui doit influencer tous les autres domaines de notre activité et toute notre organisation. Il devrait y avoir une collaboration particulièrement étroite avec la commission LGBTIQ ainsi qu'avec les commissions antiraciste et écologique/changement climatique.

Bien que nous puissions légitimement prétendre avoir été à l'avant-garde des marxistes révolutionnaires prenant au sérieux les sujets concernant les femmes - à partir de notre résolution de 1979, de nos résolutions de 1991, y compris sur les femmes dans le parti, et des contributions ultérieures - cela a été le résultat très souvent d'un effort très volontariste d'un petit nombre de camarades.

Notre activité féministe doit continuer à être organisée sur une base internationale en combinant la coordination régionale (continentale) avec la coordination internationale et un lien fort avec les instances de direction internationales - par la Commission femmes du CI, la tenue régulièrement d'un séminaire femmes, et autres formes appropriées. Cela doit refléter un travail organisé au niveau national.

Notre histoire nous a montré qu'en l'absence d'organes spécifiques pour organiser l'activité féministe, il tend à décliner avec le déclin du mouvement. Notre attachement à l'importance de la libération des femmes dans un programme pour un avenir socialiste doit aller de pair avec notre engagement à poursuivre l'activité politique et la formation dans nos propres rangs sur cette question.

le 24 février 2021

Résolution adoptée (53 pour, 3 NPPV) par le Comité International de la Quatrième Internationale

P.-S.

- Fourth International. Jeudi 4 March 2021 :
<https://fourth.international/comite-international/666/299>